

LA VOIE ETROITE

« Au sein des nations où priment les intérêts économiques, rapidement les intelligences se rétrécissent, l'esprit d'élévation devient impossible. » Jean Jaurès ? Joseph Stiglitz ?

Non, c'est Adam Smith qui s'exprime, en un temps où les économistes étaient aussi des philosophes et où le libéralisme se paraît encore de quelque vertu.

Cette phrase suffirait seule à clore la question de la nature intrinsèquement immorale du capitalisme et faire taire les nombreux quolibets sur le laisser-faire qui manquent leur cible et faussent le débat.

Cela est d'autant plus vrai que ce qu'on appelle aujourd'hui keynésianisme n'est qu'une tentative courageuse et désespérée des pouvoirs publics de colmater les brèches d'un système qui prend l'eau de toutes parts. Laissons donc un instant ces querelles sémantiques pour, au-delà des définitions économiques, revenir aux vrais aspects de la crise.

On a beaucoup glosé sur les excès en tous genres des financiers qui seraient à l'origine de tous nos maux. Les qualifier de symptômes comme on l'a entendu ici ou là serait exagéré. Le secteur financier a sans aucun doute joué un rôle aggravant sinon originel dans le déclenchement et la propagation de la crise, ne serait-ce que par sa faculté à démultiplier par le double mécanisme de l'effet de levier et de la titrisation, les canaux d'irrigation de l'économie dite réelle. Il n'en demeure pas moins qu'à concentrer les critiques sur ces seuls acteurs (rejoints récemment par les chefs d'entreprise dans l'opprobre général) nous nous engageons dans une voie dangereuse qui, au-delà de la distribution de bons et de mauvais points, peut conduire à des analyses erronées quant au choix des remèdes appropriés.

Est en train de se propager en particulier l'idée infiniment pernicieuse que sans les excès de la finance par ailleurs bien réels, nous étions dans le meilleur des mondes et que nous aurions pu continuer sur cette lancée sans autre perspective que d'accroître indéfiniment l'accumulation matérielle de biens physiques, alpha et oméga du bonheur de l'homme en ce début de millénaire.

En contrepoint, applaudir des deux mains comme on le fait quelquefois, le retour de la puissance publique, met en évidence une erreur d'appréciation, et montre qu'on sous-estime gravement la responsabilité des Etats au cours des dernières années. Celle-ci est de fait au moins aussi grande que celle du secteur bancaire que ces Etats étaient censés surveiller. Pour ne pas s'en tenir aux accusations stériles et essayer de comprendre les raisons du laxisme pour ne pas y retomber, demandons-nous pourquoi les puissances publiques partout dans le monde n'ont pas cherché à brider les excès en tous genres qui se sont manifestés jusqu'à l'éclatement de la crise. Elles n'anticipaient sans doute pas l'amplitude de cette dernière, mais dire qu'elles ignoraient que le monde n'était pas sur les bons rails est risible. Un étudiant en première année de Sciences Economiques aurait pu se douter qu'après l'éclatement des bulles précédentes, se sont mis en place (on devrait dire remis en place tant ils se reproduisent à chaque fois identiques à eux-mêmes) les mécanismes qui allaient aboutir à la crise actuelle. Pourquoi ces puissances publiques ne sont-elles pas intervenues?

La réponse est dérangeante par sa simplicité. Il est très difficile à un pouvoir en place, quel qu'il soit, de renoncer au puissant euphorisant que constitue une croissance forte même si l'on sait que celle-ci est dopée pour une part par des moyens artificiels. Il y faut pour cela un courage politique qui, les livres d'histoire nous l'enseignent, se manifeste généralement quand les jours sombres sont déjà arrivés. Fait aggravant et sans doute à la décharge des gouvernants, il est très difficile à une nation dans un monde globalisé d'être vertueuse toute seule. Aujourd'hui le plus important est de ne pas rééditer les mêmes erreurs.

Faut-il pour autant fustiger les mesures prises ces derniers mois par les différents gouvernements de la planète ? Certes non. Ils sont dans leur rôle et doivent à tout prix éviter l'effondrement de l'édifice. Cependant gare à l'excès de zèle. Il faut éteindre le feu mais sans inonder la maison. Ces mesures ne serviront à rien si l'on ne prépare pas les esprits à l'après-crise. Une partie des populations des grands pays industriels est sans doute plus mûre qu'on ne le croit. Pour les pouvoirs en place, bien poser le curseur sera important. Il faut à la fois préserver la sérénité et l'espoir, éviter toute panique inutile, et enjoindre les gens à vivre et consommer normalement (l'aide des gouvernements -même les plus libéraux- aux plus démunis va dans le bon sens).

Mais dans le même temps il serait bien sûr désastreux de revenir à l'hyperconsommation hystérique de ces dernières décennies, non pas tant pour ses conséquences économiques (encore qu'elles soient ravageuses pour l'environnement) que pour le désarroi moral et spirituel qu'elle suppose et dont on pressent d'ailleurs qu'elle en est davantage l'effet que la cause.

Pour les gouvernants la tâche ne sera pas facile puisqu'ils devront donc viser deux objectifs en apparence, mais en apparence seulement, contradictoires. Le succès est possible, mais au-delà des milliards injectés, il y faudra un esprit de finesse pascalien.

Ce n'est pas encore le chas de l'aiguille, mais la porte est étroite.

Henri Ghosn